

# Bruno Le Maire "ne lâche rien auprès de Ford" : "Nous pouvons sauver l'usine de Blanquefort !"

11h27, le 06 janvier 2019 , modifié à 11h53, le 06 janvier 2019

**Au micro du Grand Rendez-Vous Europe1/Cnews/Les Echos, le ministre de l'Economie et des Finances a rappelé dimanche son attachement à ce que l'usine Ford de Blanquefort reste ouverte, quitte à ce que l'Etat "fasse la jonction entre Ford et Punch".**

## **INTERVIEW**

"Que Ford veuille partir de France et d'Europe, c'est un fait acquis. Mais on ne part pas dans n'importe quelles conditions". [Invité du Grand Rendez-Vous Europe1/Cnews/Les Echos dimanche](#), le ministre de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire est revenu sur le dossier de l'usine de Ford à Blanquefort, en Gironde, qui risque de fermer ses portes. Quelque 850 emplois sont en jeu : une affaire épineuse, donc, d'autant plus dans le climat tendu que connaît la France avec [le mouvement des "gilets jaunes"](#).

**"Ford doit être à la hauteur de la dignité des salariés"**. "Il y a aujourd'hui une offre de reprise solide, celle du groupe franco-belge Punch Powerglide [[rejetée par Ford](#), ndlr] qui a été acceptée par les salariés", rappelle le ministre au micro du Grand Rendez-Vous. ["Ils ont accepté des conditions de travail plus difficiles](#), avec des suppressions de RTT, des heures de travail plus longues, un niveau de rémunération gelé pour un certain nombre d'années", égrène-t-il. "J'ai dit au président de Ford, il y a quelques jours, que j'aimerais que la direction de Ford soit à la hauteur de la dignité des salariés de l'usine de Blanquefort", martèle-t-il, avant de clamer : "Nous pouvons sauver l'usine !".

**"Je ne lâche rien"**. Mais faire accepter le plan de reprise de Punch Powerglide aux dirigeants de Ford n'est pas la seule option du ministre : [comme il l'avait déjà annoncé, Bruno Le Maire n'exclut pas une nationalisation temporaire](#). "S'il faut, à un moment donné, que l'Etat fasse la jonction entre Ford et Punch, pour qu'il puisse y avoir une reprise effective et que le site reste ouvert, j'y suis prêt", a-t-il prévenu. "Ce qui compte, c'est que les salariés aient du boulot, que l'usine reste ouverte et que l'industrie française devienne conquérante. Parce que le jour où une usine ferme, en général elle ne rouvre pas et derrière c'est plus de souffrance et moins de prospérité pour les Français". Avant de conclure : "Je ne lâche rien".